

Mars
2007

Politique économique

France 2030

Les pays industrialisés ont, pendant des décennies, occupé les premières places du classement des économies les plus importantes par la taille, c'est-à-dire en termes de PIB. La montée en puissance des pays émergents à forte population et développement rapide va remettre en cause cette hiérarchie. Déjà, la Chine occupe la 4^e place, derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne mais devant le Royaume-Uni et la France au coude à coude pour la 5^e position.

À l'horizon d'une génération, l'Inde très probablement mais aussi des pays comme le Brésil, la Russie,... sont susceptibles de figurer parmi les toutes premières puissances économiques mondiales. Dans, un scénario au fil de l'eau à 25 ans, la France reviendrait au septième ou au huitième rang mondial. Si ces tendances se poursuivaient encore jusqu'en 2050, la France perdrait encore un ou deux rangs.

Cependant, l'examen de la performance française actuelle montre une marge de progression pour notre pays au sein des économies qui lui sont comparables, c'est-à-dire les pays aujourd'hui industrialisés. Il faudra pour cela que notre pays parvienne à mobiliser davantage sa main d'œuvre, à l'image de ce que font aujourd'hui d'autres pays comme le Royaume-Uni, à renforcer encore son niveau de productivité par tête, tout en confirmant le dynamisme démographique qui le distingue de nombreux pays comme l'Allemagne et l'Italie.

En 2005, l'économie française était la 6^e économie par la taille derrière les États-Unis⁽¹⁾, le Japon, l'Allemagne, la Chine et le Royaume-Uni et devant l'Italie, le Canada et l'Espagne. Parmi ces pays, la France occupait le 6^e rang en termes de PIB par habitant derrière les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni⁽²⁾.

Les pays peuvent être classés suivant des objectifs différents. Afin de mesurer la puissance d'une économie et son influence sur l'économie mondiale, l'indicateur le plus simple est son PIB exprimé dans une monnaie commune. Pour évaluer la richesse de ses habitants, l'indicateur couramment utilisé est le PIB par habitant (exprimé en parité de pouvoir d'achat).

■ Quelques pays émergents très peuplés devraient rentrer dans le groupe des grandes puissances économiques à l'horizon d'une génération

L'économie mondiale connaît depuis quelques années des évolutions majeures marquées principalement par le développement très rapide des grands pays émergents. Ces évolutions devraient se poursuivre pendant les prochaines décennies et modifier radicalement le paysage de l'économie mondiale. En particulier, le développement de ces pays devrait changer très fortement la localisation géographique de la demande. Plusieurs facteurs conduisent en effet à une croissance très rapide des pays émergents : ils bénéficient encore pour certains d'entre eux d'une démographie très dynamique ; ils profitent de l'intégration financière internationale qui leur permet de faire appel relativement facilement à l'épargne mondiale pour financer les efforts d'investissement dont ils ont besoin ; ils sont dans une phase de rattrapage des économies développées et peuvent donc assimiler des techniques déjà développées dans d'autres pays sans nécessairement passer

par les étapes intermédiaires ni réaliser les investissements en recherche qui y ont conduit.

Les projections d'activité à des horizons lointains pour ces pays sont entourées d'encore plus d'incertitudes que celles qui peuvent être réalisées pour les pays développés. D'une part, les statistiques disponibles sont en général de mauvaise qualité et, d'autre part, ces économies ne croissent pas encore à leur rythme de croisière. Ces économies en transition réalisent en effet des efforts d'investissement très importants notamment pour remplacer le capital obsolète dont elles disposaient. Cette accumulation très rapide du capital soutient les gains de productivité aujourd'hui, mais elle ne pourra pas continuer à ce rythme sous peine d'arriver rapidement à une situation de sur investissement. Dans ce cas, il faut s'attendre à un ralentissement des gains de productivité. Il est cependant difficile d'évaluer à quelle date cela pourrait se produire. Enfin, les comparaisons

(1) Si on estime le PIB en termes de pouvoir d'achat la France occupe la 7^e place, l'Inde venant occuper la 4^e position. Selon ce classement, la Chine dépasserait le Japon. (Banque Mondiale, 2006)

(2) FMI, World economic outlook database. Exprimé en termes de parité de pouvoir d'achat, 2004.

internationales de richesse sont compliquées du fait qu'il faut associer aux prévisions de croissance une prévision d'évolution du taux de change qui devrait bénéficier aux pays émergents : à long terme, il faut en effet s'attendre à ce que les pays émergents s'apprécient compte tenu des gains de productivité importants qu'ils réalisent dans le secteur des biens échangeables.

Une projection de Goldman Sachs⁽³⁾ pour les plus grands pays développés et émergents évalue le PIB des grandes économies mondiales à l'horizon d'une génération. Ces projections suggèrent que, d'ici 2030, la Chine pourrait dépasser le Japon ; l'Inde et la Russie pourraient dépasser les grands pays développés d'Europe. Les deux économies asiatiques verraient leurs tailles être multipliées par 7, la Russie par 4,5. L'économie américaine croîtrait de 75 %, la France et le Royaume-

Uni d'un plus de 50 %, l'Allemagne de 35 %. Le classement des premières puissances économiques mondiales en serait modifié, mais dans des proportions qui ne sont aussi importantes qu'on le voit mentionné parfois. Selon les estimations de Goldman Sachs, les États-Unis resteraient en première position, la Chine viendrait se placer en seconde position devant le Japon. L'Inde arriverait en quatrième position. La France rétrograderait de la 6^e à la 8^e place, moins que l'Allemagne qui passerait de la troisième place à la 6^e (tableau 3). Mais contrairement aux craintes maintes fois exprimées d'un déclin dramatique de notre pays, en une génération et dans un scénario purement tendanciel, seuls parmi les grands émergents l'Inde et, sous certaines hypothèses, la Russie arriveraient à se glisser dans le top 10. Les autres, Indonésie, Mexique, Corée partent de trop loin en termes de taille de leur économie pour que leur probable rapide progression leur suffise à nous rattraper.

Tableau 1 : **premières puissances économiques mondiales en 2050, selon le Cepii, Goldman Sachs, PriceWaterhouseCoopers** ⁽¹⁾

Rang en	2005 Cepii	2030		2050	
		Goldman Sachs	Cepii	Goldman Sachs	PriceWaterHouseCoopers
États-Unis	1	1	1	2	1
Japon	2	3	3	4	4
Allemagne	3	6	6	8	8
Chine	4	2	2	1	2
Royaume-Uni	5	7	6	7	8
France	6	8	9	9	10
Italie	7	10	14	10	12
Canada	8	-	11	-	14
Espagne	9	-	16	-	15
Corée du Sud	10	-	4	-	12
Brésil	11	9	23	5	5
Inde	13	4	5	3	3
Russie	15	5	-	6	11

Sources : Voir note 3, note 4 et « The world in 2050 : how big will the major emerging market economies get and how can the OECD compete ? », *Price Waterhouse Coopers, Mars 2006*.
(1) Seuls ont été retenus dans ce tableau, les pays qui apparaissaient dans les 10 premiers pays des études utilisées ou dans les 10 premiers en 2005.

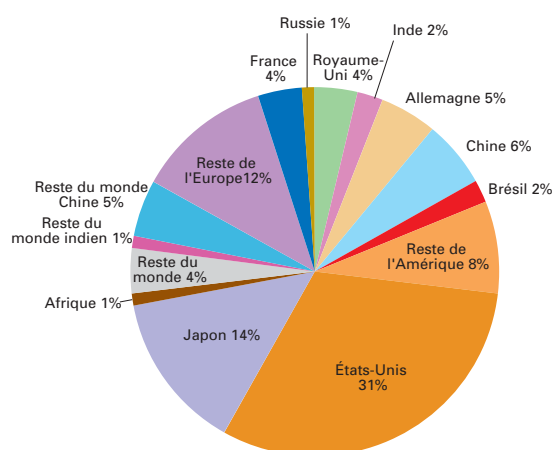
Au-delà d'une génération et toujours dans l'hypothèse où rien n'aurait été fait pour modifier notre croissance potentielle, ces tendances seraient renforcées. Une projection réalisée au Cepii⁽⁴⁾ pour un très grand nombre de pays (environ 170) éclaire la structure de l'économie mondiale à l'horizon de 2050. Elle devrait changer assez radicalement avec la forte croissance des pays asiatiques : la part des pays développés dans l'économie mondiale devrait diminuer assez sensiblement. La Chine pourrait représenter jusqu'à 22 % de l'économie mondiale quand elle ne représente que 6 % aujourd'hui. En revanche, l'Inde qui devrait bénéficier de facteurs démographiques plus favorables que la Chine verrait son économie croître moins rapidement en raison notamment de gains de productivité plus faibles. À cet horizon, les tailles de la Chine et de l'Inde seraient multipliées par 13 et 10 respectivement, pour une croissance moyenne de près de 5 % par an. Dans le même temps, la France, l'Allemagne et le Japon verraient leurs économies progresser net-

tement moins rapidement, elles doubleraient seulement de taille. Les États-Unis tripleraient. Les différences entre pays développés proviendraient pour l'essentiel de facteurs liés à la productivité globale des facteurs, les États-Unis continuant à accroître leur avance technologique dans cette projection. Pour fragiles qu'elles soient, ces études permettent d'identifier et d'illustrer quelques tendances lourdes de l'économie mondiale, à l'horizon d'une génération :
- sans accident, la Chine et l'Inde devraient faire partie des dix pays les plus industrialisés, avec la Chine en seconde position.
- d'autres pays émergents devraient se placer parmi les principales puissances économiques mondiales, mais, pour autant, le monde devrait compter encore au sein des dix plus grandes économies au moins cinq pays considérés aujourd'hui comme développés dont la France.
D'ici au milieu du siècle, ces grandes tendances ne seraient pas bouleversées, la France restant dans le peloton de tête des grandes économies mondiales.

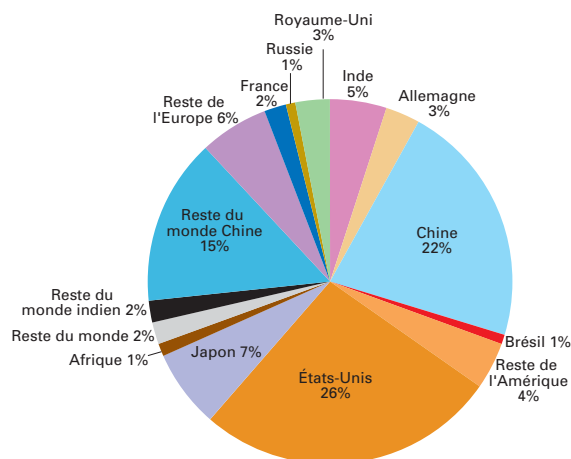
(3) D. Wilson, R. Purushothaman, « *Dreaming with BRICs: The Path to 2050* », Global Economics Paper No. 99, Goldman Sachs, octobre 2003.

(4) S. Poncet : « *The Long Term Growth Prospects of the World Economy : Horizon 2050* », Document de travail du Cepii, 2006-16, octobre 2006.

Graphique 1 : structure de l'économie mondiale en 2005 et en 2050



Décomposition régionale du PIB en 2005



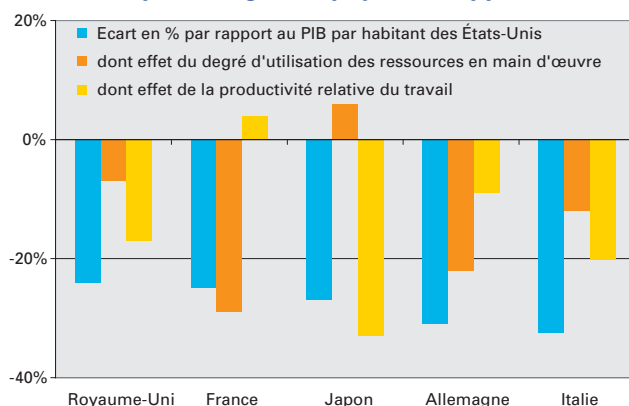
Décomposition régionale du PIB en 2050

Source : Projections du CEPII, 2006.

■ La France peut croître davantage en améliorant son efficacité productive

La performance actuelle de la France par rapport aux pays développés comparables suggère qu'elle pourrait faire mieux que ce que montrent ces projections au fil de l'eau.

Graphique 1 : décomposition des écarts de PIB par habitant pour les grands pays développés (2004)



Source : d'après OCDE, objectif croissance (2006).

Note : PIB/habitant, sur la base des parités de pouvoir d'achat pour 2000. L'utilisation des ressources en main d'œuvre est mesurée en nombre d'heures travaillées, divisé par la population.

Une décomposition du PIB par habitant permet de rendre compte des atouts et des faiblesses de la France par rapport aux autres pays comparables de l'OCDE (graphique 1). La production de biens et services résulte du nombre d'heures travaillées et de la productivité horaire du travail. Notre moins bonne performance en termes de PIB par habitant tient à **une faible mobilisation de nos ressources en main d'œuvre** : tandis que le niveau de la productivité horaire en France est très similaire à celui des États-Unis depuis le début des années 1990⁽⁵⁾, la faible mobilisation de nos ressources en main d'œuvre limite de plus de 25 % la richesse par habitant. Cela reflète un faible taux d'emploi, notamment chez les jeunes et les travailleurs âgés, et une durée moyenne du travail par personne employée parmi les plus faibles des pays industrialisés (tableau 2).

(5) Les statistiques disponibles suggèrent même un avantage de productivité horaire pour la France, mais cet avantage semble refléter pour partie l'exclusion du marché du travail d'une fraction des travailleurs moins productifs — notamment les jeunes et les travailleurs peu qualifiés — et une durée de travail plus faible qui conduit les entreprises à optimiser davantage l'utilisation de leur main d'œuvre. Une fois les structures de main d'œuvre prises en compte, les États-Unis conservent un avantage sur tous les grands pays développés (32 % pour le Japon, 20 % pour l'Allemagne, 18 % pour le Royaume-Uni) et une légère avance sur la France (environ 7 %). Source : Bourlès, Cette, « Les évolutions de la productivité « structurelle » du travail dans les principaux pays industrialisés », Bulletin de la Banque de France, n° 150, Juin 2006.

Tableau 2 : indicateurs de décomposition du PIB

	Productivité horaire ⁽¹⁾	Taux d'emploi (15 à 64 ans)	Nombre d'heures travaillées par personnes ayant un emploi
Japon	70,2	69,3	1775
Royaume-Uni	85,5	72,6	1672
États-Unis	100,0	71,5	1804
Allemagne	91,0	65,5	1435
France	103,2	62,3	1535

Source : OCDE, perspectives de l'emploi, 2006. Année 2005 sauf productivités.

(1) Indice 100 pour les États-Unis, 2004

Au cours des prochaines décennies, la France va bénéficier d'un dynamisme démographique que d'autres pays de développement comparable ne connaîtront pas. Ainsi la population française devrait croître encore de plus de 10 % à l'horizon de 2030, quand elle progresserait de 8 % au Royaume-Uni et déclinerait en Allemagne (-1 %) et au Japon (-4 %). Seuls, parmi les cinq plus grandes économies développées, les États-Unis verraient leur population totale augmenter plus rapidement que celle de la France (tableau 3).

Tableau 3 : perspectives démographiques des principaux pays de l'OCDE

en %	Populations relatives en 2005	Évolution 2005-2050
France	100	+10,7
Allemagne	132	-1,4
Japon	205	-4,3
Royaume-Uni	95	+8,4
États-Unis	477	+21,0

Lecture : en 2005, la population allemande est 32 % plus importante que la population française ; elle devrait diminuer de 1,4 % d'ici à 2030.

Sources : ONU (projections de 2004), INSEE pour la France (projections de 2006).

Encadré 1 : la France peut-elle repasser devant le Royaume-Uni ?

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB britannique (exprimé en euro) était environ 4½ % plus élevé que le PIB français en 2005. Au-delà d'éventuels effets liés au taux de change, la principale explication réside dans la plus forte mobilisation du travail outre-manche. Deux facteurs l'expliquent. D'une part, le taux d'emploi y est plus élevé, ce qui conduit à ce que toutes choses égales par ailleurs le PIB français soit près de 15% plus faible que le PIB britannique. D'autre part, les Français travaillent en moyenne moins longtemps dans l'année, réduisant encore mécaniquement le PIB de 8 %. À l'inverse, la productivité britannique est inférieure à celle que réalise la France, de plus de 20%, ce qui limite fortement l'écart des PIB in fine, les populations en âge de travailler étant globalement comparables (et même un peu favorables à la France).

Mécaniquement, si, en France, le taux d'emploi et le nombre d'heures travaillées s'accroissaient pour atteindre les niveaux britanniques, alors – à productivités inchangées – la France pourrait rehausser son PIB de près de 23 % passant nettement devant le Royaume-Uni.

Pour l'avenir, les grandes tendances démographiques devraient renforcer l'économie française d'un peu plus de 2 % d'ici à 2030 par rapport à l'économie britannique. Les positions relatives des deux pays dans le long terme dépendront donc de leurs progrès respectifs en matière de mobilisation des ressources en main d'œuvre (pour la France) et de productivité (pour les deux pays, les Royaume-Uni partant d'une position moins favorable dans ce domaine).

La France bénéficiera à plein de son dynamisme démographique si elle est capable simultanément de davantage mobiliser sa population en âge de travailler.

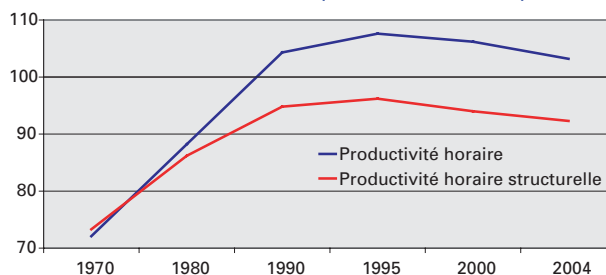
Si cette mobilisation est effective et que la France conserve son très haut niveau de productivité, elle serait alors en mesure de dépasser à l'horizon de 2030 l'économie britannique et peut être même l'économie allemande.

À titre illustratif, mobiliser autant le facteur travail que l'économie britannique (c'est-à-dire avoir le même volume d'heures travaillées par personne en âge de travailler), permettrait mécaniquement d'accroître le PIB français de 25 % (encadré 1). Par rapport à l'Allemagne dont les perspectives démographiques sont nettement moins bonnes, cela constituerait une progression relative de plus de 40 %. Il est cependant probable que l'Allemagne à cet horizon réussira comme la France à intensifier son utilisation de la main d'œuvre.

Cependant, l'intensification de l'utilisation de la main d'œuvre dans l'économie française pourrait aussi induire un ralentissement de la productivité moyenne. En effet, une hausse du taux d'emploi, en permettant à des personnes

moins qualifiées en moyenne de rentrer sur le marché du travail, diminue mécaniquement la productivité moyenne. Il est également possible que l'accroissement du nombre d'heures travaillées au delà d'un certain seuil diminue l'efficacité moyenne par heure. Bourlès et Cette⁽⁵⁾ prennent en compte ces effets pour préciser la comparaison des performances de productivité horaire en Europe et aux États-Unis. Selon leurs estimations, depuis le début des années 1980, la productivité horaire « structurelle » apparaît moins dynamique dans les pays européens du fait de la baisse relative par rapport aux États-Unis du taux d'emploi et de la durée du travail (graphique 2).

Graphique 2 : productivité horaire et productivité horaire structurelle (base 100 : États-Unis)



Source : note 5.

Alors que l'économie française était dans l'après-guerre une économie « de rattrapage » dont les gains de productivité étaient fondés sur l'imitation des technologies et des méthodes issues des pays « leaders » (États-Unis), elle aurait aujourd'hui quasiment rejoint cette « frontière technologique mondiale ».

Pour s'y maintenir, la France doit mettre en place une stratégie globale. Les politiques visant à soutenir l'investissement en R&D et l'innovation sont nécessaires mais ne suffiraient pas isolément. Il conviendrait en effet d'y associer pour qu'elles portent réellement leur fruit un ensemble beaucoup plus vaste de politiques qui viseraient à la fois un renforcement de la concurrence sur les marchés de produits avec notamment un accent sur l'entrée de nouvelles entreprises, un accroissement de l'investissement dans l'enseignement supérieur, un développement des marchés et du secteur financiers, une plus grande flexibilité des marchés du travail, et un renforcement du rôle de lissage de l'activité des politiques macro économiques⁽⁶⁾.

Au total, alors que la France devrait bénéficier de ressources en main d'œuvre plus dynamiques que la plupart des pays industrialisés et notamment que le Japon, l'Allemagne ou l'Italie, la clé pour maintenir le rang de notre économie dans le monde résidera dans notre capacité à intensifier notre utilisation de la main d'œuvre tout en renforçant notre excellence en matière de productivité.

(6) « A primer on innovation and growth », Aghion, Bruegel policy brief, octobre 2006.